

30/03 – NIGER – Vulnérabilités dans la région de Tillabéri dans le cadre de la prévention face au COVID-19

Depuis novembre 2019 REACH suit la situation humanitaire et les besoins multisectoriels des bénéficiaires de l'aide humanitaire dans la zone des 3 frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali. L'information collectée, y compris depuis des zones difficilement accessibles, sert à informer les acteurs d'aide sur les besoins humanitaires, l'accessibilité des services, et les dynamiques liées au déplacement.

Au Niger, dans la région de Tillabéri, les informations collectées au mois de Février montre que cette zone présente des vulnérabilités en cas de prolifération du COVID-19 pour plusieurs facteurs :

- **Alimentation-** Selon la progression du COVID-19, et un potentiel durcissement des mesures de lutte contre la propagation du virus, les marchés alimentaires risquent de fermer. Ceci représente un risque crucial dans certains lieux où l'achat de nourriture via les marchés constitue la principale source de nourriture de la majorité de la population.
- **Commerce et accès-** 30% des localités évaluées dans les départements de Ouallam, Ayerou, Tillabéri, Tera et Filingue ont déclaré que le commerce constituait la principale activité de subsistance pour la majorité de la population. Ces localités subiront des répercussions sur la sécurité alimentaire des ménages ainsi que sur l'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation.
- **Santé-** 30% des localités évaluées dans les départements de Banibangou et Ayerou, ainsi que 15% dans les départements de Filingue et Tillabéri ont des difficultés à accéder à des services de santé à distance de marche. Ces difficultés proviennent du manque d'infrastructure de santé et de l'insécurité régnante dans certaines zones. Cette situation est très préoccupante car les **potentiels malades risquent d'avoir des difficultés à accéder à des services de santé à proximité (ce qui pourrait aggraver les cas) tandis que le système de santé serait également difficilement en mesure d'offrir des soins en cas de prolifération du COVID-19.**
- **Maladies-** Encore plus inquiétant, dans un quart des localités évaluées dans les départements de Ouallam, Ayerou, Abala et Torodi, les problèmes respiratoires constituaient le principal problème de santé au cours du mois précédent. Par conséquent une attention particulière devrait être portée par les acteurs de santé et gouvernementaux sur ces localités, les problèmes respiratoires étant un facteur aggravant de l'infection du COVID-19.
- **Hygiène-** L'accès à l'eau est problématique dans les départements de Bankilaré, Abala, Gotheye et Ouallam (plus de 30mn pour atteindre et revenir d'une source d'eau dans plus de 40% des localités évaluées). Ce constat est préoccupant puisque la disponibilité de l'eau est essentielle pour le respect des normes d'hygiène, essentiel pour stopper la propagation du nouveau coronavirus. **Dans la quasi-totalité des localités évaluées dans chaque département, la majorité de la population ne se lavait pas les mains avec du savon ou de la cendre.** Par ailleurs, **le savon figure parmi les articles non alimentaires les plus indisponibles dans plus de la moitié des localités évaluées dans chaque département.** De même, d'autres articles ménagers de base utiles pour l'hygiène (ex. les bidons pour l'eau) ne

semblent pas disponibles dans beaucoup de localités évaluées . Ainsi, dans ce contexte particulier de prévention contre le COVID-19, la distribution d'articles ménagers nécessaires à la prévention constituent une priorité parmi les articles non alimentaires à distribuer.

- **Proximité forcée-** Comme démontré par les évaluations multisectorielles des mois précédents, l'hébergement des personnes déplacées en interne par les communautés hôtes cause un surpeuplement des abris et favorise la promiscuité. En cas de mesures de confinement, ce surpeuplement des abris dans les localités accueillant des PDI pourrait favoriser la propagation de la maladie et compliquer la mise en œuvre de potentielles mesures de confinement/isolement.
- **Information-** La majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible au cours du mois précédant la collecte dans 37% de localités de la région, avec des proportions dépassant 60% dans les départements d'Abala et de Banibangou. Le principal risque par rapport au COVID-19 est que les populations vivant dans les localités où la population a des difficultés d'accès à l'information auront plus de difficultés à recevoir les messages de prévention et de sensibilisation nécessaires dans ce contexte de pandémie.